



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du HAVRE
Équipe Territoriale

Arrêté du 30 AVR. 2026 mettant en demeure la société XP LOG à MONTIVILLIERS de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement.

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment l'article L. 411-2 ;
- Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2012 autorisant la société XP LOG à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu la transmission du rapport de l'inspection des installations classées du 8 avril 2026 suite à l'inspection du 4 mars 2026, dans le cadre des dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT :

que le point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé prescrit pour tout entrepôt l'établissement d'un plan de défense incendie basé sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule ;

que cette prescription est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs ;

qu'à l'occasion d'une visite des installations exploitées par la société XP LOG le 04 mars 2026, l'exploitant n'a pas pu présenter un plan de défense incendie pour l'entrepôt qu'il exploite à MONTIVILLIERS ;

que, suite à cette visite de l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas transmis de plan de défense incendie pour l'entrepôt qu'il exploite à MONTIVILLIERS ;

que l'absence de plan de défense incendie constitue un manquement aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

que le point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé prescrit pour tout entrepôt équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie que celui-ci soit conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus ;

que l'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ;

que le rapport semestriel Q1 de contrôle de l'installation de sprinklage de l'entrepôt XP LOG à Montivilliers, établi suite à la vérification du 19 septembre 2025, mentionne le fait que le tableau d'alarme est hors service et que cela constitue une non-conformité susceptible de mettre en échec le système de sprinklage ;

que le rapport semestriel Q1 de contrôle de l'installation de sprinklage de l'entrepôt XP LOG à Montivilliers, établi suite à la vérification du 19 septembre 2025, mentionne le fait que la révision trentenaire n'a pas été réalisée et que cela constitue une non-conformité susceptible de mettre en échec le système de sprinklage ;

que l'absence de révision trentenaire d'un système automatique d'extinction incendie constitue un manquement aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

qu'à l'issue de la visite d'inspection du 4 mars 2026, l'exploitant n'a pas pu transmettre de bon de commande pour la réalisation de l'étude trentenaire ;

qu'il y a lieu de mettre en demeure la société XP LOG sise à Montivilliers de régulariser la situation ;

que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société XP LOG de respecter les prescriptions réglementaires du point 23 et du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé applicable pour son établissement situé sur la commune de MONTIVILLIERS ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société XP LOG (SIRET n °: 38174849000020), dont le siège social est situé Parc du Hode - Route industrielle - N° Port 5515 - 76430 SAINT-VIGOR-d'YMONVILLE, est mise en demeure, pour son site sis XP LOG à MONTIVVILIERS de se conformer, sous un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions réglementaires du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en établissant un plan de défense incendie.

ARTICLE 2

La société XP LOG (n° SIRET : 38174849000020), dont le siège social est situé Parc du Hode - Route industrielle - N° Port 5515 - 76430 SAINT-VIGOR-d'YMONVILLE, est mise en demeure, pour son site sis XP LOG à MONTIVVILIERS de se conformer :

- sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions réglementaires du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en remplaçant le tableau d'alarmes de son système de sprinklage ;
- sous un délai de douze mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions réglementaires du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en transmettant un nouveau certificat N1 de son système d'extinction automatique, obtenu après réalisation des travaux identifiés lors d'une étude trentenaire préalable.

ARTICLE 3

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1^{er} et 2 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Montivilliers pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du HAVRE, la maire de la commune de MONTIVILLIERS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

30 AVR. 2026

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE